

Comment préparer 2050 ?

De la « prévoyance » à la « grande stratégie »

Par **Martin Briens** et **Thomas Gomart**¹

Martin Briens est diplomate.

Thomas Gomart est directeur de l'Ifri.

La Chine et les États-Unis ont tous deux une « grande stratégie ». Pékin aspire à devenir la première puissance mondiale en 2049, tandis que Washington entend demeurer *primus inter pares*. Dans ce contexte de compétition entre superpuissances – marqué aussi par la dégradation environnementale, la transformation numérique et la fragmentation sociale –, la France et l'Europe devraient se doter d'une « grande stratégie » et renforcer leurs dispositifs de « prévoyance ».

politique étrangère

« Rien n'est plus nécessaire au gouvernement d'un État que la prévoyance, puisque, par son moyen, on peut aisément prévenir beaucoup de maux qui ne se pourraient guérir qu'avec de grandes difficultés quand ils sont arrivés » soulignait Richelieu, avant d'ajouter « qu'il est plus important de considérer l'avenir que le présent et qu'il est des maux comme des ennemis d'un État, au-devant desquels il vaut mieux s'avancer que de se réserver à les chasser après leur arrivée² ». Souvent oubliée, cette évidence conduit à repenser notre dispositif de « prévoyance » en raison d'une accélération stratégique, qui provoque une urgence à penser le long terme.

Dans le domaine de la défense et de la sécurité, les « Livres blancs » marquent des jalons³. En 2017, la *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale* a posé les bases de la Loi de programmation militaire (LPM) du

1. Les auteurs s'expriment à titre personnel. Leurs propos n'engagent pas les institutions pour lesquelles ils travaillent.

2. Richelieu, *Testament politique*, Paris, Perrin, 2011, p. 223.

3. Dates de publication des Livres blancs français : 1972, 1994, 2008 et 2013.

13 juillet 2018 pour la période 2019-2025. Les conséquences de la pandémie de Covid-19 ont entraîné une *Actualisation stratégique*, début 2021, qui souligne l'intensification de la compétition des grandes puissances, la généralisation des stratégies hybrides, l'enhardissement des puissances régionales et les effets de rupture technologique.

Devant la multiplication des « maux » auxquels il fait face, notre pays doit redoubler d'efforts en matière de « prévoyance ». En ne se limitant ni aux questions de défense et de sécurité ni à un horizon de mandat présidentiel, l'enjeu est d'abord intellectuel. Une bonne « prévoyance » obligerait à intégrer, bien davantage que par le passé, les dimensions extérieures à la sphère politico-stratégique, tout en insistant sur la singularité de cette dernière : celle d'agir « à l'ombre de la guerre ». Pour ce faire, le recours à la notion de « grande stratégie » pourrait se révéler utile. « Alignement d'aspirations potentiellement illimitées avec des moyens nécessairement limités⁴ », elle fait actuellement l'objet d'un regain d'intérêt historiographique⁵. Parallèlement, elle resurgit dans la sphère politico-stratégique.

Sur le plan historiographique, la France serait passée d'une « grande stratégie » basée sur la « grandeur » entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et les années 1990, à « l'engagement libéral » qui constituerait une « rupture radicale » et continuerait jusqu'à nos jours⁶. La première reposerait sur quatre principes : la quête du rang et du statut ; la préservation de l'autonomie de décision et d'action grâce à la force de frappe ; la centralité de l'État-nation ; une critique de l'hégémonie américaine. Provoquée par la fin de la bipolarité, la seconde privilégierait l'interdépendance à l'indépendance, le remplacement de l'hégémonie américaine par un leadership multilatéral des États occidentaux, le recours à la norme et aux valeurs à travers la construction européenne. Cette période est en réalité révolue.

Sur le plan politique, la « grande stratégie » ne saurait être confondue avec un « récit national », nostalgique ou fantasmé. Sa finalité n'est pas électoraliste, mais elle consiste à produire de la sécurité en fonction d'une vision du monde. Elle résulte d'une analyse de l'évolution du système international et prétend l'orienter en fonction du rôle que l'on souhaite y jouer. C'est à la fois un discours et un outil de conduite, qui oblige à sortir des silos politico-administratifs, tout en cherchant la mise en cohérence et l'intégration des moyens disponibles. Cet article vise à alimenter la

4. J. L. Gaddis, *On Grand Strategy*, New York, Penguin Press, 2018, p. 21.

5. Voir par exemple T. Balzacq, P. Dombrowski et S. Reich (dir.), *Comparative Grand Strategy. A Framework and Cases*, Oxford, Oxford University Press, 2019 ; S. Biscop, *Grand Strategy in 10 Words. A Guide to Great Powers Politics in the 21st Century*, Bristol, Bristol University Press, 2021.

6. T. Balzacq, « Une grande stratégie française ? », in F. Charillon (dir.), *La France dans le monde*, Paris, CNRS Éditions, 2021, p. 195-211.

réflexion, aussi indispensable que sensible, sur la nécessaire refonte de notre dispositif de « prévoyance » et sur sa capacité à élaborer, de manière intégrée, une « grande stratégie » avec 2050 comme horizon.

Dispositifs de prévoyance et visions du monde

Il existe un marché mondial des prédictions⁷. Largement dominé par les États-Unis, il est délaissé par la Chine pour des raisons idéologiques : le Parti communiste chinois (PCC) décourage les spéculations sur l'évolution du système international, tout en misant sur l'Intelligence artificielle (IA)⁸. Pour les Européens, tout effort de « prévoyance » doit commencer par la compréhension de celle des autres, en premier lieu de la Chine et des États-Unis.

Vision du monde chinoise

L'horizon 2050 reflète l'influence gagnée par la Chine sur l'agenda de la politique internationale. En effet, la célébration du centenaire de la création de la République populaire en 2049 – date à laquelle la Chine entend devenir la première puissance mondiale en tous domaines – est désormais dans toutes les têtes. En octobre 2017, Xi Jinping déclarait au XIX^e congrès du PCC : « Notre pays jouera progressivement un rôle central sur la scène internationale et apportera des contributions plus grandes à l'humanité. Au milieu du siècle, la Chine se hissera au premier rang du monde en termes de puissance globale et de rayonnement international.⁹ »

Cette ambition ne peut se comprendre indépendamment de la « civilisation écologique » activement promue par les autorités chinoises. Sur le plan idéologique, elle constitue l'étape transitoire entre le socialisme et le communisme et représente la principale « innovation » apportée par le marxisme chinois à la lecture du développement des sociétés : de l'agriculture à l'impérialisme, de l'impérialisme au capitalisme puis au socialisme et, finalement, au communisme¹⁰. Sur le plan intérieur, elle est indissociable des capacités de surveillance numérique qui innervent désormais le corps social, et du développement intensif de l'IA¹¹. Sur le plan extérieur, elle

7. A. Colonomos, *La politique des oracles. Raconter le futur aujourd'hui*, Paris, Albin Michel, 2014, p. 16-19.

8. P. Charon, « Strategic Foresight in China: The Other Missing Dimension », *Foresight series*, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, mars 2021.

9. Cité in J.-P. Cabestan, *Demain la Chine : guerre ou paix ?*, Paris, Gallimard, 2021, p. 29.

10. Y. Li et J. Shapiro, *China Goes Green: Coercive Environmentalism for a Troubled Planet*, Cambridge, Polity Press, 2020.

11. Sur le premier point, voir K. Strittmatter, *Dictature 2.0. Quand la Chine surveille son peuple (et demain le monde)*, Paris, Tallandier, 2020 ; sur le second, voir J. Zeng, « Artificial Intelligence and China's Authoritarian Governance », *International Affairs*, vol. 96, n° 6, 2020.

correspondrait à un projet de puissance décarbonée, qui romprait avec le modèle de la puissance américaine basé sur les énergies fossiles¹².

Cette lecture fait peu de cas du mix énergétique de la Chine et de ses ambitions militaires. Ces dernières sont des plus classiques, comme Xi Jinping l'a exprimé le 1^{er} juillet 2021 dans son discours de célébration du centenaire du PCC. Appelant à poursuivre « la sinisation du marxisme », il rappelle que le Parti doit « commander aux fusils » et indique que l'Armée populaire de libération (APL) doit « se hisser au premier rang mondial », avant de mettre en garde les forces étrangères : « Quiconque tentera d'agir ainsi se brisera sur la Grande Muraille d'airain que plus de 1,4 milliard de Chinois ont érigée avec leur chair et leur sang ! » Un discours qui réaffirme la composante militaire de l'ambition chinoise et invite à anticiper les conséquences des choix d'armement actuels.

Vision du monde américaine

À la différence de la Chine, les États-Unis nourrissent un puissant écosystème de prédiction dont la production générale tend à minimiser, voire

Les États-Unis nourrissent un puissant écosystème de prédiction

à rejeter, l'idée de leur déclin relatif¹³. Son influence s'exerce directement sur leurs alliés et partenaires à travers des produits clairement identifiés. Leur publication donne le ton de la prédiction. Les rapports *Global Trends* élaborés par le National Intelligence Council (NIC) tissent une toile de prévisions dont on retrouve, par exemple, l'influence dans les rapports *Global Risks* du Forum économique mondial. Depuis 1997, le NIC publie tous les quatre ans un rapport dont la septième livraison date de mars 2021. La (re)lecture cursive de ces rapports s'apparente à un long traveling sur les cartes mentales successives des États-Unis, qui dessine une image bien plus cohérente de leur place dans le monde que le caractère erratique de leur politique étrangère ne pourrait le laisser croire.

Avec la Chine, les États-Unis n'envisagent pas une rivalité comparable à celle qui les avait opposés à l'Union soviétique pendant la guerre froide, en raison de la multiplication des acteurs capables de promouvoir leurs intérêts à l'échelle régionale : l'Union européenne (UE), l'Inde, le Japon, la Russie et le Royaume-Uni. Les États-Unis entendent demeurer *primus*

12. Voir notamment A. Tooze, « Did Xi Just Save the World? », *Foreign Policy*, 25 septembre 2020 ; P. Charbonnier, « Le tournant réaliste de l'écologie politique. Pourquoi les écologistes doivent apprendre à parler le langage de la géopolitique », *Le Grand Continent*, 30 septembre 2020.

13. M. Burrows, « How the US Does Foresight. The United States' Difficulty in Accepting Multipolarity », *Foresight series*, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, mars 2021.

inter pares sur la scène internationale grâce à deux leviers principaux : le dollar comme monnaie globale et la puissance militaire, qui leur permet de renforcer une supériorité technologique sur laquelle ils investissent massivement¹⁴. Vingt ans après le 11 Septembre, ils enclenchent un nouveau cycle stratégique en se retirant des conflits périphériques de la guerre globale contre le terrorisme pour se concentrer sur la menace de la Chine, devenue l'ennemi principal. En août dernier, leur déroute en Afghanistan suscite un débat sur leur crédibilité stratégique auquel ils répondent, un mois plus tard, par la création d'un partenariat de sécurité entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis (AUKUS).

Illusions de prévoyance

Dans la « société du risque », l'offre et la demande de prédictions ne cessent de s'intensifier car le risque est devenu la mesure de l'action. Il existe une demande publique de connaissance de l'avenir, en particulier pour les affaires internationales¹⁵. Cette demande alimente un écosystème dont l'incertitude est, pour ainsi dire, la raison d'être. Ses ressorts expliquent les capacités plus ou moins grandes d'imposer la vision du monde à laquelle s'adosse la « grande stratégie ». Il fait l'objet de vives critiques en raison des biais cognitifs de toute expertise¹⁶. Dans la pratique, il devrait commencer par comprendre les intentions des autres acteurs stratégiques.

Comment faire de la « prévoyance » dans une atmosphère générale de « collapsologie », c'est-à-dire de peur d'un effondrement des organisations¹⁷ ? La combinaison, non maîtrisable, des crises environnementales, énergétiques, technologiques, géopolitiques, sociales et économiques multiplie les interdépendances et les contraintes. Comme le notait Ulrich Beck après Tchernobyl : « la société du risque est une société *de la catastrophe*. L'état d'exception menace d'y devenir un état normal.¹⁸ » L'irruption de l'arme nucléaire a provoqué la naissance d'une écologie politique marquée par le pacifisme et le désarmement. La possibilité d'un « hiver nucléaire » fut la toile de fond de la guerre froide. Celle d'un « effondrement » provoqué par des ruptures environnementales est devenue l'horizon de la prévision¹⁹.

14. A. Tooze, « The New Age of American Power », *The New Statesman*, 9 septembre 2021.

15. A. Colonosmos, *La politique des oracles. Raconter le futur aujourd'hui*, op. cit., p. 62.

16. P. Tetlock, *Expert Political Judgment: How Good is it? How Can We Know?*, Princeton, Princeton University Press, 2005 ; P. Tetlock et D. Gardner, *Superforecasting: The Art and Science of Prediction*, New York, Crown Publishers, 2015, p. 121-127.

17. Voir, par exemple, J. Diamond, *Effondrement : comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard, 2006 ; P. Servigne et R. Stevens, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Paris, Seuil, 2015.

18. U. Beck, *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, (1986), Paris, Flammarion, 2008, p. 43.

19. J.-F. Simonin, *La tyrannie du court terme. Quels futurs possibles à l'heure de l'anthropocène ?*, Paris, éditions Utopia, 2018 ; X. Ricard Lanata, *Demain la planète. Quatre scénarios de déglobalisation*, Paris, Presses universitaires de France, 2021.

Lignes de transformation

Nos efforts de « prévoyance » doivent commencer par identifier et relier les principales lignes de transformation du système international. De manière non exhaustive, quatre lignes tissent la trame sur laquelle l'ensemble des grandes stratégies s'élaborent désormais.

Contraintes environnementales

Le dérèglement climatique représente la rupture la plus disruptive. Tout indique que ses effets seront déjà très profonds à l'horizon 2050 et affecteront directement les équilibres géostratégiques. D'une part, en raison de ses conséquences directes tels que des déplacements massifs de populations, de vives tensions sur les ressources ou la multiplication des catastrophes naturelles. D'autre part, du fait de l'intégration des enjeux environnementaux dans l'ensemble des politiques, notamment commerciale et technologique, conduites par les États et mises en œuvre par les acteurs économiques.

Les relations interétatiques seront de plus en plus régies par une sorte de « réalisme environnemental²⁰ ». Le défi climatique sera à la fois un terrain de coopération et de solidarité, mais aussi de compétition et de confrontation. États, entreprises, organisations non gouvernementales (ONG), citoyens, agiront et de nouvelles formes de gouvernance émergeront aux différents niveaux d'action, comme le montre déjà le rôle du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), dont la légitimité scientifique peut se heurter à la légitimité politique des États et aux intérêts d'acteurs économiques. Les projets de géo-ingénierie, c'est-à-dire d'utilisation des technologies pour modifier le climat à différentes échelles, auront des impacts géopolitiques²¹.

Accélération technologique et numérisation

L'hybridation croissante entre monde virtuel et monde réel s'accroîtra en raison de la propagation technologique qui met déjà à jour une division géopolitique du travail et des compétences. L'intensification des liens homme/machine devrait produire des effets inattendus dans tous les domaines, en particulier en matière militaire. Les projets de « métaverse » développés par les plateformes numériques entraîneront la création

20. A. Lieven, « Climate Change and the State: A Case for Environmental Realism », *Survival*, vol. 62, n° 2, 2020, p. 7-26.

21. M. Grisé, E. Yonekura, J. Blake, D. Desmet, A. Garg et B. Lee Preston, « Climate Control: International Legal Mechanisms for Managing the Geopolitical Risks of Geoengineering », *Perspective*, Rand Corporation, 2021.

d'univers virtuels entiers, au sein desquels des millions d'avatars de personnes réelles échangeront, travailleront ou se distrairont. Parallèlement, la propagation numérique s'accélère à un coût environnemental croissant dont aucune « prévoyance » ne peut s'exonérer²², le monde virtuel reposant sur des fondations bien tangibles.

La « datasphère » est d'ores et déjà traversée par de profonds clivages géopolitiques et géoéconomiques²³. Il faut tenter d'en prévoir les évolutions à trente ans, tout en imaginant les possibles ruptures technologiques susceptibles d'intervenir à cet horizon. Trois évolutions appellent une attention particulière. La première concerne le passage à un « capitalisme de plateforme », c'est-à-dire à la centralité des grandes plateformes numériques dans les appareils de production, et à un « capitalisme de surveillance » reposant fondamentalement sur l'extraction et l'exploitation des données individuelles et de celles générées par l'Internet des objets²⁴. La deuxième évolution porte sur l'imbrication d'une géopolitique des hydrocarbures, qui correspond aux rapports de force nés de la Première Guerre mondiale, à une géopolitique des données, beaucoup plus difficile à saisir en raison notamment de la multiplicité des acteurs, de la difficulté à en réguler la dimension virtuelle et de la compétition pour en maîtriser les sous-jacents physiques, des câbles aux constellations spatiales en passant par les semi-conducteurs²⁵. La dernière concerne l'Intelligence artificielle, dont la maîtrise sera un atout décisif. C'est pourquoi les pays avancés se lancent dans des stratégies nationales pour rester dans la course technologique²⁶. Dans tous ces domaines, un facteur déterminant de puissance résidera dans la capacité des nations à mobiliser les ressources humaines nécessaires. Il faut donc anticiper une géopolitique des compétences, qui implique une fine compréhension des flux migratoires.

**La « datasphère »
est traversée par de
profonds clivages
géopolitiques**

Fragmentation politique et sociale

Les contrastes démographiques constituent l'arrière-plan sur lequel joue une double dynamique d'hyper-connexion et de fragmentation. Les possibilités

22. G. Pitron, *L'Enfer numérique. Voyage au bout d'un like*, Paris, Les liens qui libèrent, 2021.

23. F. Douzet, « Éditorial. Du cyberspace à la datasphère. Enjeux stratégiques de la révolution numérique », *Hérodote*, n° 177-178, 2020, p. 3-14.

24. N. Srnicek, *Capitalisme de plateforme. L'hégémonie de l'économie numérique*, Montréal, Lux, 2018 ; S. Zuboff, *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, New York, Public Affairs, 2019.

25. T. Gomart, *Guerres invisibles. Nos prochains défis géopolitiques*, Paris, Tallandier, 2021, p. 145-148.

26. J. Nocetti, « Intelligence artificielle et politique internationale : les impacts d'une rupture technologique », *Études de l'Ifrri*, Ifrri, novembre 2019.

de connexion entre individus et organisations dessinent un champ illimité d'interactions. Dans le même temps, ces interactions entraînent des comportements de repli au sein de sociétés de plus en plus « archipelisées²⁷ ».

Dans ce contexte, les efforts de « prévoyance » doivent s'exercer dans plusieurs directions. D'abord, les manipulations de l'information révèlent une confrontation cognitive entre pays pour imposer leur modèle en décrédibilisant celui de l'adversaire²⁸. Ensuite, les systèmes de démocratie représentative sont directement affectés par des opérations ciblées et ponctuelles, qui visent à influencer les élections²⁹. Enfin, la capacité à maîtriser les développements de l'Intelligence artificielle et à comprendre le fonctionnement des algorithmes représente un enjeu stratégique, politique et économique.

Ces trois dimensions obligent à anticiper les attributs de la puissance numérique, dans la mesure où nous assistons actuellement à des formes de concentration du pouvoir dans la main de quelques acteurs, au premier rang desquels figurent aujourd'hui les grandes entreprises technologiques américaines et le Parti communiste chinois, qui « se retrouveraient dans la même ambition de contrôler les esprits jusqu'au point où le confort aura fait oublier la servitude³⁰ ». Le fait que la Chine et les États-Unis subordonnent actuellement leurs politiques climatique et numérique respectives à leur rivalité stratégique oriente notre effort de « prévoyance » sur les possibles formes, à terme, d'organisation politique et sociale.

Évolutions géostratégiques et géoéconomiques

Les rapports de puissance continueront à structurer le système international. En la matière, les surprises peuvent être nombreuses, comme le montre par exemple le récent changement de posture de la Turquie. Néanmoins, il est évident que la Chine et les États-Unis joueront un rôle déterminant par leur évolution propre (risques d'instabilité interne, voire de fragmentation) ; par leur interaction (affrontement ouvert ou invisible) et par leur stratégie mondiale (recherche de partenaires et imposition de modèles). L'avenir de la Russie après Poutine, l'affirmation de l'Inde, l'avènement possible d'une multipolarité nucléaire au Moyen-Orient, la

27. J. Fourquet, *L'Archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée*, Paris, Seuil, 2019.

28. « Les manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties », Centre d'analyse, de prévision et de stratégie et Institut de recherche stratégique de l'École militaire, ministère des Armées et ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, août 2018.

29. Pour un témoignage : C. Wylie, *Mindfuck. Le complot Cambridge Analytica pour s'emparer de nos cerveaux*, Paris, Grasset, 2020.

30. J.-M. Guéhenno, *Le premier XXI^e siècle. De la globalisation à l'émiettement du monde*, Paris, Flammarion, 2021, p. 196-197.

trajectoire de l'UE, la capacité des pays d'Afrique sub-saharienne à canaliser leur énergie démographique, l'évolution des déséquilibres structurels (différentiels de croissance, creusement des inégalités, poids de dettes publiques et privées) sont autant de sujets à intégrer aux efforts de « prévoyance ».

Les confrontations ne seront pas seulement militaires, mais s'étendront à tous les milieux, réels comme virtuels, tout en pouvant demeurer en deçà du seuil du conflit ouvert, dans l'ombre portée du nucléaire, qui entre dans un nouvel âge. Si les conflits venaient à éclater ouvertement, la dissémination et le perfectionnement des armements laissent présager des affrontements fulgurants, l'IA prenant une place croissante lorsque la vitesse des armes (hypersonique ou cyber) défiera notre capacité humaine de réaction. L'aptitude des États à demeurer dans la course aux technologies critiques (quantique, Intelligence artificielle, hypervélocité, biotechnologies, maîtrise de l'énergie) déterminera largement leur crédibilité stratégique et leur souveraineté à cet horizon 2050. Ce qui implique un suivi attentif et une politique volontariste d'investissement dans tous ces domaines.

Contours d'une « grande stratégie »

Une « grande stratégie » correspond pour un État-nation à la capacité de conduire un projet de puissance, à l'image des individus qui donnent un sens à leur action en dépit des contingences. Servant de boussole, elle se construit en fonction de notre trajectoire historique et de notre représentation du monde de 2050. Si la première est marquée par la « hantise du déclin »³¹, la seconde ne peut se faire sans intégrer la dimension européenne, tant celle-ci oriente le regard porté sur nous par les autres, en premier lieu par la Chine et les États-Unis.

L'UE n'a pas été fondée pour être une puissance. Il y aurait une illusion dangereuse à croire qu'elle pourrait jouer le même jeu que Pékin ou Washington. C'est pourquoi Paris doit distinguer et conjuguer deux niveaux : autant que possible le niveau européen, en délimitant les sujets sur lesquels entraîner tout ou partie de ses partenaires de l'UE ; le niveau national en identifiant les points de réversibilité lui permettant de préserver son intégrité en cas d'enrayement du projet européen. De manière non exhaustive, la réflexion de « grande stratégie » passe par les repères suivants en tenant compte des ressorts de la culture française de la puissance³².

31. R. Frank, *La Hantise du déclin. La France de 1914 à 2014*, Paris, Belin, 2014.

32. R. Frank, « Une culture française de la puissance », in B. Badie et D. Vidal (dir.), *La France, une puissance contrariée*, Paris, La Découverte, 2021, p. 23-33.

De la décarbonation

La décarbonation est autant un levier interne qu'un instrument externe. Une stratégie de décarbonation massive doit emprunter toutes les voies possibles : promotion de l'électricité et de l'hydrogène, encouragement à la sobriété énergétique, pleine prise en compte du facteur carbone dans

Le défi le plus fondamental est celui de la connaissance

les échanges internationaux, poursuite d'un développement raisonné du renouvelable, effort démultiplié de recherche en matière de stockage de l'énergie et de capture/recyclage du CO₂. L'objectif affiché par l'UE d'une décarbonation de son économie à horizon 2050 invite d'ores et déjà à en anticiper les conséquences avec des pays comme la Russie ou l'Algérie, et à suivre de près les trajectoires suivies par les États-Unis, la Chine, l'Arabie Saoudite ou l'Inde³³. Au niveau européen comme au niveau global, la part du nucléaire, filière d'excellence permettant à la France d'afficher de très bonnes performances en termes d'émissions de CO₂, reste un des ressorts principaux d'une « grande stratégie » à horizon 2050.

De l'accélération numérique et technologique

Pour rester dans la course technologique et accompagner les transformations environnementales, le défi le plus fondamental est celui de la connaissance. Or la chute du niveau des élèves, notamment en mathématiques et en sciences, les carences du système de formation numérique ou encore l'insuffisant investissement public et privé de recherche et développement (R&D) sont des défaillances clairement identifiées³⁴. Il est nécessaire de repenser les cycles d'innovation en intégrant davantage de formation, de prise de risque et d'agilité. C'est un virage déjà entamé dans le numérique mais pas encore suffisamment dans le spatial et le nucléaire, même si des évolutions apparaissent en ce sens. La rivalité stratégique entre la Chine et les États-Unis fait resurgir les risques de « techno-nationalisme » après plusieurs décennies de « techno-globalisme », encouragé par les entreprises multinationales, les organisations internationales et les réseaux de recherche³⁵. Pour l'UE et pour la France, la nature de la « souveraineté technologique » revendiquée constitue le cœur de toute « grande stratégie ».

De la démocratie en numérique

La technologie ne pense pas mais façonne : elle est partagée aussi bien par les « techno-autocraties » que par les « techno-démocraties ». Pour ces

33. M. Leonard, J. Pisani-Ferry, J. Shapiro, S. Tagliapietra et G. Wolff, « The Geopolitics of the European Green Deal », *Policy Contribution*, Bruegel, 4 février 2021.

34. Supplément « Science & médecine », *Le Monde*, 29 septembre 2021.

35. L. de Catheu, « Le techno-nationalisme, matrice idéologique de la confrontation technologique », *Le Grand Continent*, 4 mai 2021.

dernières, sa maîtrise en termes de libertés individuelles et de libertés publiques se situe au cœur de leurs identités démocratiques. Parallèlement, les « techno-autocraties » accentuent le contrôle intérieur de leurs populations et l'offensive extérieure contre les principes démocratiques par voie technologique. Le paradigme de « la fin de l'histoire », qui aurait correspondu à l'avènement de la démocratie et de l'économie de marché à travers le monde, est remplacé par celui de l'efficacité technologique. L'élaboration d'une « grande stratégie » participe d'une réflexion sur le sens de l'histoire. « Toute force s'épuise ; la faculté de conduire l'histoire n'est pas une propriété perpétuelle. L'Europe, qui l'a héritée de l'Asie, il y a trois mille ans, ne la gardera peut-être pas toujours.³⁶ » Cette prophétie d'Ernest Lavisse (1842-1922) pose la question, pour l'Europe, de sa « faculté à conduire l'histoire » et, pour la France, de « la force de gouverner³⁷ ». Et donc, pour l'une et l'autre, de faire de la protection et de l'évolution de leurs identités démocratiques un enjeu stratégique par rapport aux autres régimes. S'il ne s'agit plus de convertir les autres, il ne s'agit pas non plus de se laisser convertir.

Résilience et réarmement

D'abord politique, la résilience doit se préparer à différents niveaux, en commençant par une analyse systémique de nos vulnérabilités qui doit conduire au durcissement des infrastructures clés et au renforcement de nos capacités de réponse (forces de sécurité intérieure, protection civile, cyberdéfense). Cet effort de résilience ne doit pas être seulement le fait de l'État, mais de toutes les composantes de la société ; elle ne doit pas se contenter d'être réactive, mais s'inscrire *by design* dans nos projets publics et privés.

Dans les domaines de la défense, de la diplomatie et du renseignement, le réarmement n'est pas une fin en soi mais, après cinq décennies de démilitarisation, il est indispensable pour recouvrer une crédibilité stratégique³⁸. Historiquement, l'effort de défense a toujours été le nœud de l'articulation entre politique intérieure et politique extérieure : l'inadaptation de la pensée diplomatico-militaire, les mauvais choix en matière d'armement et les fautes de commandement conduisent aussi à l'effondrement³⁹. En la matière, il convient donc de concilier la vitalité d'un débat stratégique informé des réalités internationales et technologiques avec un système de décision et d'exécution capable d'intégrer les outils dans une optique de long terme.

36. E. Lavisse, *Vue générale de l'histoire politique de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 1890.

37. N. Roussellier, *La Force de gouverner. Le pouvoir exécutif en France XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Gallimard, 2015.

38. E. de Durand, « Europe : d'une démilitarisation l'autre », *Politique étrangère*, vol. 79, n° 1, 2014.

39. R. Frank, *Le prix du réarmement français (1935-1939)*, Paris, éditions de la Sorbonne, 2017.

* * *

Une « grande stratégie » a toujours une orientation géographique. Dans le cas de la France, celle-ci doit se faire en fonction non seulement de son voisinage, de ses façades maritimes et de ses territoires d'outre-mer, mais aussi des espaces communs (mer, air, espace exo-atmosphérique et data-sphère)⁴⁰. C'est bien sur cet enchevêtrement complexe que l'effort de réflexion doit être encouragé, plutôt que sur les discussions de posture diplomatique⁴¹. Outil intellectuel, la « grande stratégie » doit permettre d'élargir l'horizon spatial et temporel de la « prévoyance », tout en attirant immédiatement l'attention des élites et de l'opinion sur le sujet principal : la dégradation rapide de l'environnement géopolitique et géoéconomique de l'Europe et de la France dans un contexte de contraintes globales.

Indépendamment des échéances électorales à venir, il est urgent de reconfigurer notre dispositif de « prévoyance » de manière méthodique. En ce sens, un effort collectif pour dessiner une « grande stratégie » permettrait de poser des repères géographiques et temporels préalables à des planifications intégrant l'ensemble des outils disponibles, tout en identifiant ceux qu'il faudrait apprendre à forger. Cet effort requiert débats informés, professionnalisme et moyens dédiés ; il ne doit pas être confondu avec les diverses tentatives politiques d'appropriation du « récit national ». L'ambition stratégique commence par la capacité à penser le monde par soi-même.



Mots clés

Stratégie
Prévision
Prospective
Géopolitique

40. E. Tenenbaum, avec M. Paglia et N. Ruffié, « Confettis d'empire ou points d'appui ? L'avenir de la stratégie française de présence et de souveraineté », *Focus stratégique*, n° 94, Ifri, février 2020.

41. T. Gomart et C. Tonon, « Le futur d'une ellipse. Le vain débat français de politique étrangère », *Hérodote*, n° 170, 2018.

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2021

► S'abonner à la revue

| | | France TTC | Étranger HT* |
|---------------------|--------------------|------------|--------------|
| Particuliers | papier + numérique | ■ 80,00 € | ■ 100,00 € |
| | e-only | ■ 65,00 € | ■ 80,00 € |
| Institutions | papier + numérique | ■ 175,00 € | ■ 195,00 € |
| | e-only | ■ 130,00 € | ■ 150,00 € |
| Étudiants** | papier + numérique | ■ 70,00 € | ■ 75,00 € |
| | e-only | ■ 50,00 € | ■ 55,00 € |

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

| | Tarif | Numéro (format X-20XX) | Quantité |
|---|-----------|------------------------|----------|
| Numéro récent (à partir de 2014) | ■ 23,00 € | | |
| Numéro antérieur à 2014 | ■ 20,00 € | | |
| TOTAL DE MA COMMANDE | | | € |

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/__

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>

